

Ainsi, la grève d'août en apportant un riche enseignement à la classe ouvrière, n'a pas brisé la volonté de lutte des postiers qui ont soutenu 22 jours de combat et essuyé la trahison des fédérations F.O., C.F.T.C. Le mécontentement subsiste dans les bureaux, le désir de remettre ça et plus fort se manifeste. Ce mécontentement grandit et pourrait s'exprimer par de nouvelles actions au moment où la fin de l'année pose à nouveau le problème de la prime (1).

Daniel FABER.

LA GREVE DES CHEMINOTS

La journée de protestation organisée par la C.G.T. le 4 août s'était passée sans incident notable. Quelques courts débrayages et le dépôt de cahiers de revendications en furent les seules manifestations dans les chemins de fer. Mais, au soir de cette journée, les postiers de Bordeaux décidèrent la grève illimitée et le lendemain, la grève des P.T.T. s'étendait à tout le territoire. L'atmosphère changea rapidement, et les cheminots qui semblaient le 4 août abattus devant les menaces du gouvernement commencent à entrevoir la possibilité de lutter. Le 6 août, la Fédération F.O. des cheminots (ainsi que les autres fédérations du Cartel F.O. des Services publics) lancé un ordre de grève de 24 heures pour s'opposer aux projets gouvernementaux. Les Fédérations C.G.T., C.F.T.C., C.G.C. et Cadres Autonomes de cheminots lancent à leur tour des ordres de grève de 24 heures. Le 7 à 0 heure, la S.N.C.F. est complètement paralysée. Les cheminots se retrouvent tous ensemble dans la lutte et l'enthousiasme est grand. Tout semble facile : les postiers sont en grève depuis le 5 sans défaillance, toutes les fédérations ont accepté la même position de lutte contre les décrets-lois, la grève s'étend ou menace dans les autres branches des Services publics. Le mouvement est si bien parti que les fédérations C.F.T.C., F.O., C.G.C. et Cadres Autonomes qui n'avaient pas su se concerter pour lancer un mot d'ordre de grève commun doivent se réunir dans la matinée du 7 pour confirmer que le travail reprendra à 24 heures. Mais la reprise s'effectue mal ; dans les gares et les dépôts, les cheminots qui reprennent le travail, semblent pleins d'arrière-pensées. La grève se poursuit d'ailleurs dans certains centres : Roanne, Lyon, Saint-Etienne. Le gouvernement publie le décret relatif à l'âge de la retraite le 9 août, et la grève s'étend rapidement, soutenue par la présence des dirigeants de la Fédération C.G.T. dans les centres de province. Les cheminots répètent complaisamment qu'ils mènent une lutte purement corporative, mais ils n'y croient pas et reconnaissent volontiers que la grève est apolitique seulement dans le sens qu'elle ne peut pas être imputée au Parti communiste par les journaux réactionnaires. Des dirigeants locaux de la C.F.T.C. ou de F.O. (délégués, secrétaires de section, etc.), obligés par leurs adhérents de prendre leurs responsabilités, se servent de cette soi-disant neutralité du mouvement pour excuser leur présence dans les Comités de grève au côté des staliniens. Ceux-ci sont très prudents, et n'avancent qu'avec circonspection leurs mots d'ordre de lutte contre Laniel et de convocation du Parlement. Au début, les dirigeants réformistes, mettent un certain temps à com-

(1) Cet article était déjà composé lorsqu'éclata la grève des bureaux-gares de Paris ; nous en parlerons dans notre prochain numéro.

prendre l'ampleur du mouvement engagé. Ils s'empêchent le 9 et le 10, dans des discussions et réunions avec leurs « amis politiques » de la S.F.I.O., ou du M.R.P. et entre eux (F.O., C.F.T.C., Cadres). Pendant ce temps, la grève s'est étendue dans l'unité et en bousculant parfois quelques bureaucrates subalternes de F.O. ou de la C.F.T.C. qui hésitaient à prendre position sans ordre de leur fédération. Le mouvement est tel que la C.G.T. peut lancer le 10, l'ordre fédéral de grève illimitée des cheminots. Les coups de téléphone se succèdent à F.O. : les responsables locaux ne peuvent plus reculer dans leurs services, ils veulent être couverts par un ordre de grève fédéral. Cet ordre est donné pour le 11 à 0 heure, la Fédération Générale Autonome des Mécaniciens et Chauffeurs donne également l'ordre de grève pour le 11 à 0 heure, et les cadres autonomes suivent le 12. La C.F.T.C. a des difficultés avec ses tuteurs du M.R.P. et ne pourra donner l'ordre de grève que le 13 août, mais dans la plupart des centres, ses militants étaient en grève depuis plusieurs jours.

Le mouvement d'avertissement du 7, était dirigé contre les décrets-lois dont la teneur était connue des organisations. Il comprenait des revendications vagues : refus du recul d'âge de la retraite, arrêt du démembrement de la S.C.N.F., reprise du recrutement, défense du régime particulier de Sécurité sociale et, d'une manière générale, critique de la politique réactionnaire du gouvernement. Le 10, les ordres de grève des fédérations demandaient l'abolition du décret 53711, qui venait d'être publié au « Journal officiel », et le maintien de la législation de 1911 relative aux retraites. Le maintien du statu-quo en matière de retraite, resta pratiquement jusqu'à la fin de la grève, le seul mot d'ordre. Les autres revendications (salaire minimum, etc.) vinrent simplement s'y ajouter d'une manière artificielle, sans explications. Aucune volonté de changer le cours de la grève n'apparut dans les tracts des organisations syndicales. Or, on peut estimer, que plus de 80 % des cheminots dépassent effectivement l'âge d'ouverture du droit à pension de retraite (c'est-à-dire, par exemple, que dans la plupart des cas, un cheminot de service sédentaire ayant 55 ans d'âge, et 25 ans de versement à la Caisse des Retraites — condition requise dans le statut de 1911 — qui donc pourrait prendre immédiatement sa retraite, attendra deux ou trois ans, parfois même beaucoup plus s'il est de grade élevé avant de demander à partir en retraite). Les spécialistes du gouvernement qui connaissent bien ces faits et qui comptaient dessus pour la réussite de leur opération, ne sont pas encore revenus de leur surprise. Le décalage entre les revendications mises en avant, et l'extension de la lutte, n'est cependant pas sans signification.

1° Les revendications formulées par les syndicats expriment rarement la totalité des aspirations des travailleurs. Ce qui était surtout sensible aux cheminots en août, c'était l'intervention de l'Etat dans un statut acquis depuis de longues années, la porte ouverte à d'autres mesures. Ils ont su unir leurs forces, et refermer cette porte.

2° La dynamique même de la lutte entraîne dès le début les travailleurs à se poser tout le problème des rapports avec les exploiters. 10 août, les cheminots se posaient le problème du renversement de Laniel, ils discutaient entre eux de juin 36. Bien sûr, comme il ne suffisait pas de se poser le problème, ils n'ont pas su dépasser les organisations syndicales sur ce terrain.

Un autre point important doit être signalé dans le déclenchement de la grève : les pressions opérées sur les responsables syndicaux locaux pour que leurs fédérations donnent des ordres de grève, les

démarches et délégations faites dans ce sens auprès de F.O. et de la C.F.T.C., l'enthousiasme qui a accueilli les ordres de grève simultanés, les pressions répercutées jusqu'aux cadres confédéraux de la C.G.T. pour qu'ils déclenchent la grève générale, tous ces faits démontrent que les cheminots désiraient engager une lutte, et qu'à leur avis, seuls les grands syndicats avaient les forces et l'organisation nécessaire pour mener cette lutte à la victoire. Peut-être cette idée était-elle plus marquée chez les cheminots — où la lutte doit être totale et parfaitement coordonnée, sous peine d'échec — mais la plupart des grévistes manifestaient des sentiments analogues.

Dès le 11, le mouvement avait été dirigé par des Comités de grève dont l'élection s'était faite le plus souvent au cours des premières assemblées de grévistes. Des responsables appartenant à la C.G.T. étaient à la tribune et avaient proposé différents camarades, pour la plupart des secrétaires de syndicats, et des activistes divers de la C.G.T. Parfois des militants F.O. ou C.F.T.C. participaient aux comités de grève, mais en général, les comités ne furent élargis que le 12 et le 13, aux dirigeants syndicaux F.O. ou C.F.T.C. Rapidement ces dirigeants locaux de F.O. et C.F.T.C. se trouvèrent placés en avant par rapport à leurs fédérations et ils s'efforcèrent alors de concilier les ordres impératifs qu'ils recevaient de leurs chefs syndicaux, avec la volonté de lutte des cheminots (1). Cependant ces comités de grève et les fédérations parvinrent à prendre une position assez nette au sujet des ordres de réquisition. Là, encore, ce furent les travailleurs qui exigèrent des prises de position nettes et, en fait, le refus des ordres de réquisition, leur collectage par les comités de grève qui les renvoyèrent en bloc aux préfets permirent de passer l'obstacle de la répression gouvernementale et patronale. Gouvernement et Direction de la S.N.C.F. reculèrent sur ce point. Seuls les cadres obtempérèrent : d'une part les hauts cadres affiliés au S.P.I.D. (C.G.C.) n'entrèrent pas en grève, et d'autre part, les Cadres Autonomes ne participèrent que d'une manière lointaine à son déroulement, accusant ainsi l'évolution qui, depuis la scission, les éloigne de plus en plus de la classe ouvrière pour les rapprocher des positions du syndicat jaune S.P.I.D. L'attitude des adhérents à la Fédération Générale Autonome des Agents de Conduite fut un élément important de la réussite de la grève. Ces mécaniciens et chauffeurs, pour la plupart scissionnistes de la C.G.T., retrouvèrent dans la lutte leurs camarades, et la solidarité du combat déborda les dirigeants du syndicat de catégorie. L'unité des roulants et le blocage complet du service traction mirent en échec les manœuvres du gouvernement et de la direction S.N.C.F. : réquisitions, déplacements de cadres fidèles dans certains centres-clés, ingénieurs en bleu sur les machines, autorisations de rouler données à des agents reconnus médicalement inaptes ne purent éviter que le dixième jour de grève, on ne vit au départ des gares de Paris que 31 trains fantômes pour la plupart vides (car on ne savait pas jusqu'où ils iraient, ni quand ils arriveraient) alors que le service normal pour cette saison était de 3.100 trains au départ de Paris.

Lorsque la grève commença à toucher la métallurgie de la région parisienne, les gens du M.R.P. devinrent plus vigilants, et s'entre-mirent avec les dirigeants de la C.F.T.C. qui déployèrent alors leurs efforts pour éviter la grève dans les banques et les grands magasins. Dès le 15 août, les dirigeants C.F.T.C. et F.O. prirent des contacts officieux avec le gouvernement. C'était l'époque où le vieux traître Jouhaux, pour ne pas être en reste, faisait la navette entre la Présidence

du Conseil et l'Elysée. Les choses ne s'arrangèrent cependant pas si vite, car Laniel sentant ses interlocuteurs faiblir, devint plus exigeant tandis que d'autre part aucune faille ne se produisait encore dans le front de lutte des grévistes. A ce moment, les cheminots durcirent leur attitude, des comités d'aide aux grévistes se formèrent dans les localités avec participation des différentes corporations en grève, des démarches furent faites en commun auprès des municipalités, des initiatives pratiques prises, et les grévistes prirent de plus en plus conscience du caractère général de la lutte engagée. La démission de Laniel leur paraissait inévitable, et ils discutaient de plus en plus d'un changement de gouvernement. Dans les discussions on entendit souvent des réflexions du genre de : « Le Parlement doit être convoqué tout de suite, il faut mettre les partis et les syndicats devant leurs responsabilités », ou : « Il faut un nouveau Front Populaire ». En l'absence de toute direction claire (hormis celle des stalinien qui ne s'adressaient qu'à leurs troupes), à tâtons, d'une manière vague, les grévistes cherchaient à dépasser le cadre des revendications sur l'âge de la retraite. Mais les bonzes réformistes de F.O. et de la C.F.T.C. sentirent le danger, les informateurs du M.R.P. prévinrent le gouvernement et les négociations purent reprendre et aboutir par un accord le 20 août entre le Gouvernement et les Fédérations F.O., C.F.T.C., et Cadres Autonomes. Cependant la C.G.T. ne cessait, elle aussi, de réclamer sa participation à des discussions avec le Gouvernement. Il est remarquable que C.F.T.C. et F.O. étaient à ce point liées à la politique générale de la bourgeoisie française, qu'elles firent le jeu de la C.G.T. en la laissant apparaître comme la meilleure défense des travailleurs. La Fédération C.G.T. des Cheminots jouait évidemment sur du velours : le sectarisme imbécile des dirigeants F.O. et la servilité de ceux de la C.F.T.C. leur étaient connus ; ils étaient sûrs que de toute façon ceux-ci trahiraient les premiers. Dès le vendredi 21, les responsables C.F.T.C. et F.O. qui avaient fait le serment de continuer la lutte avec tous leurs camarades jusqu'à la victoire disparurent des réunions, et dans l'après-midi, de petites affiches de ces organisations invitaient les grévistes à reprendre le travail.

Commença alors un mouvement d'usure où la C.G.T. chercha à gagner du temps pour capitaliser sur la trahison des autres fédérations, mais sans essayer de relancer le mouvement, sans formuler plus clairement les mots d'ordre qui restèrent principalement l'abrogation des décrets, le maintien du régime des retraites de 1911, et accessoirement l'augmentation générale des salaires. Aucune perspective pour la poursuite de la grève, aucune indication de ce qui devrait être exigé du ministre en plus de ses promesses à F.O. et C.F.T.C. pour la terminer. Un certain flottement se manifesta samedi 22 et dimanche 23, les services actifs travaillant seuls pendant le week-end, mais la grève reprit le lundi matin : la combativité des cheminots n'était pas encore complètement émoussée, le désespoir ne les avait pas atteints, au contraire, c'est la colère qui les animait, les piquets de grève purent être doublés aux portes des ateliers et des dépôts. Les reprises furent peu nombreuses dans la matinée, malgré l'ordre de reprendre le travail de la Fédération des Autonomes roulants. Divisée par des tendances pro-C.G.T. et pro-F.O., ses dirigeants manquant d'envergure, la fédération catégorielle des agents de conduite ne put pas jouer à fond son rôle de diversion. Ses adhérents avaient dans de nombreux centres débordé leurs chefs, et, en fait, ils recommencèrent à travailler lorsque la C.G.T. donna l'ordre de reprise. Cette ordre fut lancé le 25, pour être appliqué dans la journée même.

La grève générale des cheminots d'août 1953, partie des grands mouvements qui modifièrent profondément la situation de la classe ouvrière en France fut donc caractérisée au début par sa spontanéité. Le changement dans la mentalité des ouvriers ne peut pas être revendiqué par les organisations syndicales comme leur œuvre : ce sont les ouvriers eux-mêmes qui l'ont opéré. Entendons-nous bien cependant : le sens de la spontanéité n'est pas dans l'absence d'intervention des organisations syndicales, mais dans l'ampleur de la réponse ouvrière. La combativité des cheminots fut attestée par les nombreux débrayages (Melun, Paris, Rouen, etc.) qui se produisirent le jour de la reprise, lorsque certains chefs voulurent sanctionner des militants qui avaient participé activement au mouvement. La grève garda cependant un caractère généralement défensif, et les cheminots ne surent pas dépasser le cadre revendicatif fixé par les grandes organisations syndicales, ni s'affranchir de leur tutelle.

Pour conclure, il faut souligner que les cheminots ont montré leur capacité non seulement à comprendre une menace immédiate contre leurs conditions de vie, mais aussi à passer à l'attaque sur un point précis, et à défaire l'Etat-patron sur ce point. Leur confiance dans les syndicats indique plus le désir de mener une lutte organisée, que l'approbation de l'orientation de ces syndicats. Les militants d'avant-garde devront tenir compte de ces faits, dans leur action. Ils verront que dans le déroulement de la grève, il est généralement possible de se délimiter des organisations bureaucratiques, et de faire accorder aux bonzes syndicaux des concessions comme l'élection de comités de grève, la mise en question et discussion démocratique des revendications. Ces concessions rendront ainsi aux travailleurs de la base, une partie de l'initiative que les chefs syndicaux leur retirent. Elles permettront de faire des progrès ultérieurs et d'affirmer dans la lutte des positions révolutionnaires autonomes.

G. PETRO.

LA GREVE CHEZ RENAULT

Quand l'usine Renault ouvre ses portes le mardi 18 août, depuis déjà 15 jours les postiers ont cessé le travail et les cheminots sont en grève. Beaucoup d'ouvriers ne sont pas présents à leur travail. Les uns ont droit à quelques jours de congé supplémentaire suivant leur ancienneté dans l'usine. D'autres prennent des jours supplémentaires à leur compte, d'autres encore n'ont pu rentrer à Paris à cause de la grève, d'autres enfin ont préféré attendre les événements, avant de se présenter à l'usine. Les journaux ont beaucoup parlé de l'usine. Tous les ouvriers se sont déjà posé cette question : Renault va-t-il reprendre le travail ?

C'est dans cette atmosphère que nous rentrons dans notre atelier mardi matin. A peine se retrouve-t-on devant la pendule de pointage que chaque ouvrier interroge son voisin : « Tu as vu ? cette fois c'est le paquet : plus de trains, plus de lettres, plus de métro. » Chacun est plein d'optimisme sur ce mouvement. Des jeunes militants cégétistes disent qu'ils espèrent que nous ne reprendrons pas le travail et

(1) Les circulaires F.O. interdisaient avec obstination toute entente avec la C.G.T. ; celles de la C.F.T.C. insistaient de la manière la plus pressante sur l'organisation de la grève « par localités » et « non par établissements », sur la compétence des comités de grève du seul point de vue de l'organisation et sur l'obligation faite aux membres des comités de grève d'être des membres du bureau des syndicats C.F.T.C. ou mandatés par eux.

que toute l'usine va s'arrêter. « Comme en 36 », disent les uns. « Plus fort qu'en 36 », disent les autres. Les grévistes sont plus nombreux ; on parle de 4.000.000 contre 1.500.000 en 36.

Le délégué cégétiste arrive lui aussi gonflé à bloc, comme tout le monde. « Qu'est-ce que tu en penses », dit-il, en faisant des yeux d'œil complices. Ce qu'on en pense est clair, la grande majorité de l'atelier ne veut pas reprendre le travail.

Les jeunes en général sont les plus optimistes et dynamiques. « Moi je ne touche pas aux manivelles. » « Tu te mets en bleu ? » « Oui, répond un autre, mais c'est pour ne pas me salir, je ne travaillerai pas aujourd'hui. »

Les groupes discutent autour de la pendule. L'heure a passé et personne ne met sa machine en marche. Les chefs d'équipe participent avec bienveillance aux discussions ; ils disent ce qu'ils ont vu eux aussi. Les gares désertes, les grèves des entreprises privées. « A Strasbourg... dit l'un, « à Lyon... » dit l'autre. Quelqu'un a dit que l'on allait organiser une réunion dans l'atelier. Question superflue, la réunion est depuis longtemps organisée. Les délégués appellent tous les groupes qui se dirigent vers l'endroit traditionnel où se tiennent les réunions de l'atelier.

Il parle du mouvement de grève, de la position de la C.G.T., et de l'unité qui s'est enfin réalisée. Il prétend que le gouvernement capitulera devant le mouvement. Que les grévistes obtiendront satisfaction. Il pense que c'est le moment de poser nous-mêmes nos revendications et de passer à l'action. C'est à vous de décider la forme d'action à mener. Que tout le monde s'exprime le plus démocratiquement possible.

De part et d'autre les ouvriers disent qu'il ne faut pas reprendre le travail. Je prends la parole pour exprimer l'idée que l'occasion est favorable pour entreprendre une action, que nous devons faire grève à condition de faire tous nos efforts pour propager le mouvement dans toute l'usine et au dehors de l'usine dans toute l'industrie métallurgique. Ce n'est qu'à cette condition que nous obtiendrons satisfaction. J'exprime aussi l'idée que nous devons faire grève pour faire aboutir les revendications du secteur public.

Des ouvriers expriment en peu de mots cette idée qu'ils veulent faire une action, une grève à condition que nous ne soyons pas le seul atelier à arrêter le travail. Cette idée est générale et c'est pourquoi la proposition que je fais : de ne pas reprendre le travail le matin et de convoquer un meeting à 13 heures pour réexaminer la situation et décider l'action à mener est accueillie favorablement par tous les ouvriers. Un seul opposant, un vieil ouvrier, prétend que les fonctionnaires ont leur retraite plus tôt que nous, que leur situation est meilleure que la nôtre et qu'ils ne se sont pas solidarisés lorsque nous étions nous-mêmes en grève. Il pense que nous serons encore les victimes de ce mouvement. La réaction des ouvriers est unanime pour s'opposer à cette conception.

A la question d'extension du mouvement dans l'usine, le délégué a répondu que nous devons prendre nos propres responsabilités. « Dans les autres ateliers, les ouvriers prendront les leurs. »

L'enthousiasme est encore plus grand qu'au début, d'autres ouvriers sont arrivés et se sont joints à nous. Nous sommes environ 60 à 80 sur un effectif d'à peu près 130 ouvriers.

Tout le monde a le sourire, même ceux qui d'habitude sont les plus difficiles à convaincre à cesser le travail se sont joints à nous avec confiance. Pas une machine ne marche. Nous nous sentons plus unis qu'jamais. Qui oserait détruire cette homogénéité ?